

## Appel à communications

### « Professionnels en “déplacement”. Ce que passer les frontières professionnelles veut dire »

Journées d'études, Lyon, MSH-LSE, les 14-15 Novembre 2019

*Responsables scientifiques* : François Buton (CNRS, Triangle) et Frédéric Pierru (CNRS, CERAPS).

L'ambition de ces journées d'études, en conclusion d'un programme sur les professionnels de santé en politique (NOTISS, MSH-LSE), est de réfléchir aux conditions et aux modalités des *déplacements dans l'espace social* par lesquels des individus quittent leur univers professionnel pour un autre champ d'activité. L'hypothèse proposée à la discussion, fondée à partir du cas de la santé, consiste à considérer que les professions ou les champs d'activité sont affectés par les passages de frontières d'une partie de leurs acteurs, et pas seulement par des processus externes (« managérialisation », « étatisation », etc.) ou internes (« professionnalisation », « segmentation », « autonomisation », etc.). Par exemple, que signifie sociologiquement un déplacement comme l'entrée en politique de médecins ou d'avocats en tant qu'élus, ou leur recrutement contractuel comme hauts fonctionnaires ou conseillers des responsables politiques, ou encore leur activité d'expert (notamment une fois à la retraite) ? Parler de « déplacement » permet de faire un pas de côté par rapport aux catégories d'analyse couramment utilisées pour penser ce type d'objet, celles de la reconversion, de l'engagement, ou du transfert.

La *reconversion* est souvent pensée comme la correction volontaire d'une première orientation professionnelle perçue comme insatisfaisante, une stratégie d'exit à l'égard d'une activité dont on pense qu'elle ne rétribue plus assez matériellement ou symboliquement par rapport aux conditions d'entrée à l'origine, ou, tout au contraire, comme la simple continuité d'une vocation militante. Or, si un déplacement peut être « voulu » (souhaité, envisagé), il peut être aussi contraint, notamment en situation de crises ou de guerre, ou sollicité. Dans tous les cas, la notion de reconversion souffre d'une forme de téléologie qui oublie les trajectoires arrêtées ou échouées, et survalorise les discours des convertis les plus heureux, qui font alors écran aux autres modalités et mobiles de déplacement. La notion de « déplacement » a ici pour mérite heuristique d'envisager *a priori* l'ensemble des modalités et des mobiles qui font que certains agents quittent leur milieu professionnel d'origine pour en investir un autre, en fonction d'attentes et selon une intensité différentes. Les travaux de sociologie des professions ou des groupes professionnels, assez peu intéressés par l'objet des reconversions, contradictoires avec la forte cohésion qui leur est attribuée en raison de leurs coûts d'entrée élevés (on quitte difficilement une profession prestigieuse), peuvent dès lors être réinvestis sur ce terrain.

Très étudié en sociologie politique, *l'engagement* désigne le plus souvent l'entrée des acteurs professionnels dans l'action politique au sens large : syndicalisme ou volontariat associatif, militantisme partisan, voire entrée sur le marché électoral et détention de mandats électifs. Un biais courant consiste à ne s'intéresser qu'aux motivations alléguées par les acteurs, donc à penser les trajectoires par l'intentionnalité des acteurs telles qu'ils la reconstruisent ; un autre biais réside dans le fait de s'intéresser de préférence aux « vrais » engagements, ceux qui tiennent dans la durée, parce qu'ils sont supposés peser davantage sur les institutions et les champs investis. Mais le principal problème réside peut-être dans la spécialisation des enquêtes qui tend à étudier les engagements d'une profession en fonction de leur finalité ou point d'arrivée, par exemple la représentation syndicale, ou l'expertise, ou la représentation politique. S'intéresser à tous les déplacements, c'est alors non seulement les observer

de manière objective indépendamment de leurs mobiles supposés et tenir compte des petits déplacements (voire des déplacements à peine amorcés) comme des « grands » et « importants », mais aussi inverser la perspective en étudiant l'ensemble des déplacements dont le point de départ est une même profession, autrement dit, toutes les « carrières » possibles depuis le champ d'activité.

Enfin, la notion de *transfert* d'un champ d'activité à l'autre, qui entraîne souvent la qualification des agents comme « transfuges », en général en mobilité ascendante, tend à penser le déplacement sur le modèle de la rupture définitive, de l'*irréversibilité*, et à négliger la possibilité de déplacements partiels voire d'allers retours. Parler de manière neutre de déplacements comme changements de place, c'est donc insister sur l'étendue des variétés d'engagement (partiels, réversibles), et réinterroger à nouveaux frais le poids du champ ou milieu d'arrivée sur les pratiques (captation). Parmi les modèles analytiques disponibles pour penser les déplacements figurent ainsi les travaux sur la circulation transnationale des savoirs, qui mettent l'accent sur la diversité de ce qui circule avec les acteurs, et les travaux sur les frontières sociales, qui interrogent l'idée de mobilité en insistant sur la réversibilité des trajectoires sociales.

La question ne peut être traitée qu'à partir de groupes professionnels précis, de séries d'individus. Quelles fractions du champ d'origine se déplacent ? Quels effets ces déplacements ont-ils sur le milieu de départ ou la profession (extension du domaine d'intervention ? fractionnement ?) et sur le milieu ou champ d'arrivée (représentation du milieu d'origine ? participation à la régulation professionnelle ? contribution positive ou non à la déprofessionnalisation ?) ? Quelles formes prennent ces différents déplacements (provisaires ou définitifs, partiels ou complets ?) Qu'est-ce qui se déplace vraiment avec les acteurs sociaux (des compétences, des légitimités, des savoirs incorporés, etc.) ? Y a-t-il des trajectoires types, des prédispositions aux déplacements, des contextes de facilitation ?

Insister sur les trajectoires suppose de mettre l'accent sur des portraits de groupe, des analyses statistiques, des études d'institution, même si l'examen approfondi de cas individuels est aussi possible. Mieux, ce sont les déplacements des structures sociales qui doivent être intégrées dans l'analyse si l'on veut comprendre la logique générale des déplacements et en mesurer l'ampleur. Tout montre qu'ils sont minoritaires : la grande majorité des professionnels ne se mobilisent pas, ne militent pas, ne se déplacent pas.

Les professionnels étudiés dans le programme NOTISS sont les professionnels de santé, mais l'appel à communication porte sur l'ensemble des groupes professionnels.

Les propositions, d'une page au plus, doivent être envoyées avant le 31 août à [francois.buton@ens-lyon.fr](mailto:francois.buton@ens-lyon.fr).